

Le petit pays riche comme modèle

A l'inverse des entreprises, la compétitivité des Etats ne rime pas forcément avec une grande taille. Les performances économiques montreraient même plutôt l'inverse. Deux institutions – le Forum économique mondial de Davos et l'Institut pour le développement du management de Lausanne (IMD) – ont publié au printemps un classement de la compétitivité des nations. Parmi les dix premières, huit ont une population inférieure à 16 millions d'habitants pour le classement de l'IMD, six pour le Forum de Davos.

Certes, beaucoup de petits pays sont pauvres mais sans qu'il y ait pour autant de lien de cause à effet. A l'opposé, le Luxembourg avec ses 400 000 citoyens caracole en tête des pays de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) pour ce qui est du PIB par habitant (en parité de pouvoir d'achat), loin devant les Etats-Unis, le Japon ou même la Suisse. L'Islande avec ses 270 000 habitants dispose d'un PIB par tête très honorable comparé à ceux des autres pays membres de l'OCDE et d'un des meilleurs taux au monde d'équipement en ordinateurs et de branchement à Internet. Singapour, Hongkong ou la Finlande n'ont rien à envier à l'Allemagne ou à la France.

Tout cela est plutôt encourageant dans la mesure où, depuis cinquante ans, le nombre des Etats a crû dans des proportions considérables. On comptait 64 nations en 1871, après la première unification allemande. On en dénombre aujourd'hui 193 « dont plus de la moitié sont plus petits que l'Etat du Massachusetts » (environ 6 millions d'habitants), font remarquer Alberto Alesina et Romain Wacziarg, tous deux professeurs à Harvard, dans une étude réalisée avec Enrico Spolaore, de l'université de l'Etat d'Ohio (*Economic Integration and Political Disintegration*, publié par le National Bureau of Economic Research en septembre 1997). La décolonisation, principalement en Asie et en Afrique, mais aussi l'effondrement de l'Union soviétique expliquent cette croissance du nombre d'Etats.

Avoir une forte population présente bien évidemment des avan-

▼ Le handicap d'être petit a diminué au fur et à mesure que la libéralisation du commerce international progressait

tages. D'abord le coût par habitant des biens et services publics décroît du fait du plus grand nombre de contribuables. Ensuite, un grand pays apporte un marché substantiel de consommateurs et permet des économies d'échelle appréciables en matière de production. Troisièmement, l'exposition à certaines crises économiques est plus forte pour un petit pays : durant le premier choc pétrolier, le Texas a bénéficié de l'aide du gouvernement fédéral américain. Enfin, la sécurité est le point fort des grandes puissances : sans le soutien des Etats-Unis, le Koweït aurait, par exemple, été annexé de fait par l'Irak.

Mais être grand n'apporte pas que des atouts. Au-delà d'un certain point peuvent survenir des « problèmes de congestion et de coordination », estiment Alberto Alesina et Enrico Spolaore dans une autre étude (*On the Number and Size of Nations*, parue en novembre 1997 dans le *Quarterly Journal of Economics*). Ensuite, l'homogénéité culturelle d'un Etat est supposée décroître avec sa taille. Et, dans les petits pays relativement homogènes, les choix publics sont plus proches des souhaits des individus que dans une population plus vaste et plus hétérogène.

D'autant que le handicap d'être petit a diminué au fur et à mesure que la libéralisation du commerce international progressait. La multiplication du nombre d'Etats, ces cinquante dernières années, s'est accompagnée d'une explosion des échanges internationaux, dont le volume a été multiplié par seize dans le même temps. Il n'est plus besoin d'empires coloniaux pour s'assurer de grands marchés. « Le libéralisme commercial et le séparatisme politique vont de pair »,

considèrent Alberto Alesina et ses collègues. Dans un monde de restrictions commerciales, de grands pays profitent d'avantages indéniables, car les frontières politiques déterminent la taille du marché. Mais, dans un monde moins cloisonné, « les petits groupes ethniques, linguistiques et culturels peuvent tirer avantage de leur homogénéité, qui leur permet de commercer en paix tout en étant intégrés économiquement aux autres nations ». Singapour, devenue indépendante en 1965, après avoir été une colonie britannique jusqu'en 1958, est l'exemple parfait d'une réussite grâce à une économie sans frontières.

Cette logique n'a pas toujours prévalu. En 1834, par exemple, le Dictionnaire politique de Garnier-Pagès décrivait comme « ridicule » le fait que la Belgique et le Portugal fussent des nations indépendantes car elles étaient trop petites pour être économiquement viables. Giuseppe Mazzini, l'un des pères de l'unification italienne, estimait que le nombre optimal des Etats en Europe était de douze, en vertu de considérations ethniques et économiques. « En résumé, considèrent les auteurs de l'étude, les architectes européens de l'Etat-nation, dans la première moitié du XIX^e siècle, semblaient avoir en tête précisément la recherche de l'équilibre entre les avantages de grandes économies et le coût de l'hétérogénéité culturelle. »

« Tant que le processus de globalisation se poursuivra, le séparatisme politique continuera d'être bien vivant », concluent Alberto Alesina et ses collègues. Pour eux, l'Union européenne risque de subir des pressions séparatistes de plus en plus fortes. « En fait, au fur et à mesure que progresse l'intégration économique dans l'Union, le régionalisme donne de plus en plus de la voix dans plusieurs pays membres comme l'Espagne, la Belgique, l'Italie et même la France, notent-ils. Les Etats européens pourraient alors subir une double pression : d'en haut, avec la nécessité de développer des institutions supranationales, mais aussi d'en bas, avec des mouvements régionaux qui pourraient être de plus en plus importants.

Martine Laronche